

L'OBSERVATOIRE DES CRÉDITS AUX MÉNAGES

22ème rapport annuel

1. Les tendances récentes des crédits aux ménages
2. La persistance de situations contrastées
3. Les évolutions marquantes

Michel Mouillart
Université de Paris X Nanterre
16 mars 2010

La photographie des ménages détenant des crédits que propose la 22^{ème} vague de l'enquête réalisée par la SOFRES pour l'Observatoire des Crédits aux Ménages a été prise en novembre 2009. L'enquête a été réalisée par voie postale auprès d'un échantillon représentatif de 13 005 ménages : 9 855 ont répondu dans les délais (le taux de sondage est donc de 1/2700^{ème}), le taux de réponse (75,2 %) étant particulièrement élevé pour ce genre d'enquête.

Jusqu'en 2008, la consommation de crédits est restée particulièrement soutenue. La demande avait bénéficié d'un environnement financier favorable durant près de dix années, avec des taux d'intérêt attractifs et un allongement de la durée des emprunts.

Dans la seconde moitié de années 90, les projets immobiliers et de consommation des ménages avaient en outre été portés : par une amélioration du moral des ménages sans précédent, par des prix de l'immobilier redevenus favorables à la réalisation des projets d'accession à la propriété, par une baisse du chômage propice à l'engagement de dépenses nouvelles d'équipement durable. Ainsi, à la fin de l'année 2001, 52,9 % des ménages détenaient des crédits et l'encours total des crédits détenus représentait 43,7 % de leur revenu disponible (ce taux correspond au montant total des capitaux empruntés - pour financer des projets immobiliers et de consommation - restant dus rapporté au revenu annuel).

Puis, les hésitations de la conjoncture ont altéré l'environnement des ménages. A la fin de l'année 2003, 49,7 % des ménages détenaient des crédits : le recul du taux de détention des crédits par les ménages avait été rapide. Il a résulté de la contraction marquée de l'usage des crédits à la consommation : 33,2 % des ménages détenaient des crédits à la consommation à la fin 2003, contre 35,4 % deux années auparavant (alors que l'usage des crédits immobiliers se maintenait).

Une rupture s'est de nouveau amorcée, à partir de 2004 : la diffusion des crédits parmi les ménages s'est relevée sous l'effet d'un usage plus intense des crédits immobiliers (et principalement de ceux destinés à l'accession à la propriété), alors que l'usage des crédits à la consommation s'est répandu bénéficiant dès lors à près du tiers des ménages.

En 2008, dans un contexte de crise financière mondiale, 52,6 % des ménages détenaient des crédits pour un encours total représentant 65,6 % de leur revenu disponible (soit l'un des niveaux les plus élevés constatés par l'Observatoire des Crédits aux Ménages depuis 1989).

Si le déclenchement de la crise financière et économique internationale n'avait pas encore eu d'impact sur la diffusion des crédits en 2008, il n'en a pas été de même en 2009. Le recul du taux de détention constaté a en effet ramené à 50,8 % la part des ménages détenant un crédit, du fait tant du recul des crédits immobiliers (dont ceux destinés à l'accession à la propriété et au financement des travaux) que des crédits à la consommation. C'est surtout le repli des crédits à la consommation qui explique l'évolution constatée en 2009. Le taux de détention de ce type de crédits est d'ailleurs redescendu au niveau qui était le sien en 1997 (la part la plus importante de l'évolution étant portée par le recul dans la diffusion des « cartes » de magasin).

Dans le même temps, la diffusion du découvert bancaire a de nouveau progressé : 25,1 % des ménages y font appel en 2009. Cela illustre la fragilisation d'une partie des ménages sous l'effet de la dégradation de leur environnement. Ces derniers mobilisent alors toutes les facilités de paiement pour faire face aux dépenses de la vie courante, d'autant que l'usage des « cartes » de magasin a reculé en 2009. Mais c'est aussi le résultat de la diffusion des habitudes de consommation nouvelles parmi les ménages : même en période de crise, pour une grande partie d'entre eux, le recours aux facilités de paiement constitue une pratique normale et habituelle, y compris pour les ménages qui ne disposent pas de crédit bancaire.

Pour une part importante des ménages, leur situation budgétaire et financière semble pourtant stabilisée. Mais l'impact de cette amélioration ne se fait pas encore complètement ressentir au niveau de l'appréciation que les ménages portent sur leurs charges de remboursement.

Ces évolutions que l'Observatoire des Crédits aux Ménages (OCM) souligne n'ont cependant pas été partagées par tous les ménages détenant des crédits. Une certaine proportion d'entre eux relève toujours de cette catégorie des ménages fragiles qui risquent de ne pas pouvoir mener à terme le projet pour lequel les crédits avaient été sollicités. A côté, la plus grande part des ménages détenant des crédits n'éprouve guère de difficultés, même si leur situation générale s'est détériorée depuis la fin des années 90, notamment avec le déclenchement de la crise financière et économique internationale.

En outre, ces évolutions ne se sont déroulées de manière identique pour tous les ménages :

- les moins de 30 ans ont largement amplifié leur recours aux crédits immobiliers depuis le début des années 2000. Ils ont en effet développé rapidement leurs projets d'accession à la propriété. Néanmoins, ils allègent leur utilisation des crédits à la consommation. Alors que leur situation financière se stabilise, ils sont plus nombreux que par le passé à considérer les charges de remboursement trop ou beaucoup trop élevées. Ceux qui ne font appel qu'aux crédits à la consommation et au découvert bancaire paraissent dans une situation bien moins confortable que les autres ;
- les ménages de 55 à 64 ans ont nettement accru leur recours aux crédits à la consommation et au découvert bancaire, en 2009. Leur appréciation sur le poids des charges de remboursement s'est détériorée en conséquence : ils estiment alors plus souvent que par le passé que les dettes sont nécessaires pour boucler les fins de mois.

1 - Les tendances récentes des crédits aux ménages

L'analyse de la photographie que propose l'OCM permet d'estimer qu'en novembre 2009, 50,8 % des ménages détenaient des crédits : 19,1 % ne détenaient que des crédits immobiliers, 11,7 % des crédits immobiliers et des crédits à la consommation et 20 % uniquement des crédits à la consommation.

Le paysage qui se révèle aujourd'hui est donc sensiblement différent de celui qui prévalait, il y a quelques années encore.

- ❖ Durant la première moitié des années 90, la baisse du recours au crédit avait été rapide. Partant d'un point haut, 52,8 % en 1989, la proportion des ménages qui faisait appel aux crédits était descendue à 49,1 % en 1995 (tableau 1). Et dans le même temps, le poids de l'encours total des crédits détenus était passé de 41,9 % à 38,9 % du revenu disponible des ménages (tableau 2).

La situation s'est inversée dès 1996 et fin 2001, ils étaient 52,9 % à détenir des crédits. Le recul du taux de détention des crédits par les ménages constaté à partir de 2002 tient alors à la baisse sensible de la part des ménages disposant de crédits à la consommation :

- fin 2003, 33,2 % des ménages détenaient des crédits à la consommation (21,2 % seulement de tels crédits) contre 35,2 % deux ans plus tôt (respectivement 23,6 %) ;
- dans le même temps, le taux de détention des crédits immobiliers restait à peu près à niveau pour s'établir à 28,5 % (contre 28,6 % deux années auparavant).

Le redressement du taux global de diffusion des crédits observé à partir de 2004 rompt avec les évolutions constatées entre 2001 et 2003 :

- fin 2008, 52,6 % de ménages détenaient des crédits : et le poids de l'encours total des crédits mesuré en part du revenu disponible des ménages progresse (65 % en 2008 contre 43,7 % sept ans plus tôt) ;
- cette évolution tient au redressement de la diffusion des crédits immobiliers (et principalement de l'accession à la propriété), la part des ménages utilisant des crédits à la consommation étant stabilisée à un niveau élevé (33,8 % fin 2008) et l'encours des crédits correspondant n'ayant que faiblement progressé depuis 2001 (11 % fin 2008 contre 10,6 % sept années auparavant).

Sous l'effet de la crise financière et économique internationale, le recul du taux de détention a été rapide en 2009, ramenant à 50,8 % la part des ménages avec crédit, en raison du recul des crédits immobiliers avec 30,8 % fin 2009 (dont ceux destinés à l'accession à la propriété et au financement des travaux) et surtout des crédits à la consommation avec 31,7 % fin 2009. C'est en effet le repli de ces derniers qui explique l'essentiel de l'évolution constatée en 2009 : le taux de détention des crédits à la consommation est ainsi redescendu au niveau qui était le sien en 1997. La part la plus importante de l'évolution a été portée par le recul dans la diffusion des « cartes » de magasin, avec 7,7 % des ménages en 2009 contre 9,6 % en 2008 (15,2 % des seuls ménages avec crédit en 2009 contre 18,3 % en 2008). Le recul des crédits à la consommation contractés auprès d'une banque ou d'un organisme de crédit ayant été de moindre ampleur, avec 20,4 % des ménages en 2009 contre 21,5 % en 2008 (40,2 % des seuls ménages avec crédits en 2009 contre 40,8 % en 2008). Alors que la part des ménages qui contractent un crédit à la consommation auprès d'un vendeur a augmenté (7,4 % fin 2009 contre 7,2 % fin 2008).

Jusqu'en 2007, le marché des crédits immobiliers avait fait preuve d'une vigueur remarquable: l'évolution de la production en atteste puisqu'entre 1993 (point bas du marché des crédits immobiliers lors de la précédente crise) et 2007, la hausse a été de 360,2 %, soit + 11,5 % par an en moyenne (+ 266,3 % au-delà de l'inflation, soit + 9,7 % par an en moyenne et + 115,4 % après correction de l'évolution des prix de l'immobilier, soit + 5,6 % par an en moyenne - graphique 3 -), la dynamique de l'encours - tableau 2 - en constitue aussi une parfaite illustration.

Ce sont bien sûr les conditions de crédit particulièrement attractives qui ont gommé les effets des incertitudes de la conjoncture et permis aux marchés immobiliers de se développer de manière remarquable. A titre d'exemple, entre 1993 et 2007, le nombre d'accédants à la propriété a progressé de 103,4 % (+ 5.2 % par an en moyenne), passant de 415 000 à 844 300.

La durée de prêts du secteur concurrentiel accordés aux ménages s'établissait à 19,1 années, en moyenne, en 2007 contre 12,8 années en 1993. Cet allongement de la durée a

eu un impact sur l'amélioration de la solvabilité de la demande. Au même titre d'ailleurs que la baisse des taux d'intérêt intervenue jusqu'en 2005 (graphique 1) : même après la remontée intervenue depuis, le taux moyen des prêts du secteur concurrentiel s'établissait à 4,7 % en 2007 contre 9,5 % en 1993.

Depuis 2008, le déclenchement de la crise financière mondiale et la montée des incertitudes qui affectent le dynamisme de la demande ont lourdement pesé sur le marché des crédits immobiliers aux particuliers. Les crédits versés ont alors reculé de 29,6 % en deux ans (25,9 % après correction de l'évolution des prix de l'immobilier). L'activité des marchés immobiliers en a été très affectée, avec une baisse de 32,3 % du nombre des accédants à la propriété (572 000 en 2009 contre 844 300 en 2007). Pourtant, dès la fin de l'année 2008, les établissements de crédit se sont efforcés de soutenir ce marché : en réduisant par exemple, de manière significative et rapide, les taux des crédits immobiliers accordés aux ménages (graphique 1).

Si en 2008 la diffusion des crédits immobiliers et celle de l'accession à la propriété parmi les ménages avait encore progressé, il n'en a pas été de même en 2009. En 2008, en effet, le recul des marchés avait résulté pour l'essentiel d'une diminution des opérations avec revente préalable, alors qu'en 2009 les flux de la primo-accession ont été à leur tour affectés.

- ❖ A partir du milieu des années 2000, le poids de l'immobilier a commencé à se renforcer au sein du passif des ménages avec la reprise vigoureuse des flux de l'accession à la propriété et la vitalité de l'investissement locatif privé constatées jusqu'en 2008. Paradoxalement, son poids s'est encore accru depuis le déclenchement de la crise financière et le recul des marchés immobiliers qu'elle a entraîné. Pour autant, c'est encore la détention des crédits à la consommation (et du découvert bancaire) qui est la plus répandue parmi les ménages :
 - ◆ fin 2009, 62,4 % des ménages qui détenaient un crédit avaient au moins un crédit à la consommation en cours. Et plus précisément 39,4 % ne détenaient que des crédits à la consommation, 23 % détenant à la fois des crédits immobiliers et des crédits à la consommation ;
 - ◆ 60,6 % des ménages qui détenaient un crédit avaient au moins un crédit immobilier, 37,6 % ne détenant que des crédits immobiliers.

Les évolutions n'ont donc pas été uniformes, entre les différentes composantes du passif des ménages puisque le relèvement du taux global de détention des crédits constaté entre 1995 et 2001, vient en réalité d'une diffusion plus large des seuls crédits à la consommation. La remontée du taux de diffusion des crédits observée jusqu'en 2008, a en revanche été déterminée par un recours plus intense aux crédits immobiliers.

Ainsi, ce sont aujourd'hui 13,89 millions de ménages qui détiennent un crédit : 5,22 millions ne détiennent que des crédits immobiliers, 3,20 millions détiennent à la fois des crédits immobiliers et des crédits à la consommation et 5,47 millions ne détiennent que des crédits à la consommation. Pour la seule année 2009, 6,32 millions de ménages ont eu recours à un ou plusieurs nouveaux crédits (- 9,2 % en 2009 et - 13,4 % depuis 2007) : ils ont alors contracté 8,99 millions de nouveaux prêts (- 9,7 % en 2009 et - 12,4 % depuis 2007) dont 1,91 millions de crédits immobiliers (- 13,0 % en 2009 et - 16,7 % depuis 2007) et 7,08 millions de crédits à la consommation (- 8,6 % en 2009 et - 11,2 % depuis 2007).

- ❖ En dépit de la baisse de la part des ménages détenant des crédits observée jusqu'en 1995 confirmée par l'analyse des évolutions du poids relatif de l'encours des crédits détenus, ce n'est qu'à partir des années 1997 et 1998 que les ménages ont vraiment ressenti et exprimé un allègement du poids de leurs charges de remboursement.

Pourtant, le mouvement de recul de la détention de crédits s'est accompagné d'une déformation de la structure de la population des ménages concernés, qui aurait dû renforcer le sentiment d'un allègement des charges. En effet, ces ménages paraissent aujourd'hui plus aisés, donc a priori mieux disposés à l'égard du crédit qu'à la fin des années 80 :

- ◆ la proportion des couples mariés s'est certes contractée au bénéfice des couples non mariés, des célibataires et des divorcés (54,9 % et 41 % en 2009, contre 65,2 % et 28,6 % en 1995 et 74 % et 21,8 % en 1989), plus souvent consommateurs de crédits à la consommation ;
- ◆ mais celle des ménages sans enfant a crû (63,6 % en 2009, contre 60,5 % en 1995 et 55,1 % en 1989) et dans l'ensemble, l'âge moyen des ménages détenant des crédits s'est élevé (28,7 % de 55 ans et plus en 2009, contre 23,9 % en 1995 et 20,6 % en 1989) ;
- ◆ et le recul des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) les moins qualifiées (ouvrier, employé) s'est observé au bénéfice des PCS a priori plus à l'aise avec le crédit (profession libérale, cadre supérieur) (33,7 % et 15 % en 2009, contre 38,6 % et 13,3 % en 1995 et 42,5 % et 11,3 % en 1989).

Néanmoins, l'appréciation portée sur le poids des charges de remboursement ne s'est améliorée que plus tardivement, en 2000 et 2001 (tableau 3). Et cette appréciation s'est à nouveau lentement dégradée entre 2001 et 2005, pour connaître une détérioration dès 2007 et enfin une stabilisation en 2009.

L'évolution de la situation financière des ménages disposant de crédits est en grande partie à l'origine de cela : ce n'est qu'à partir de 1997 que les ménages estiment que leur situation financière ne se détériore plus, et même qu'elle s'améliore. Jusqu'en 2001, ils ont bénéficié outre de la décruce rapide des taux d'intérêt et donc, pour une partie d'entre eux, d'un abaissement sensible de leurs mensualités de remboursement, de l'amélioration de la situation du marché du travail et de leur pouvoir d'achat. De 2001 à 2005, la dégradation de l'environnement des ménages a à nouveau fait ressentir ses effets sur l'appréciation portée sur les évolutions récentes de leur situation financière.

Après la dégradation constatée en 2008, la situation budgétaire et financière des ménages avec crédit semble désormais stabilisée. Fin 2009, 43,3 % des ménages estimaient que durant les derniers mois cette situation s'était détériorée, contre 48,7 % fin 2008 ; alors que 45,3 % la considéraient comme stabilisée, contre 39,4 % fin 2008. A cet égard, les ménages se retrouvent à peu près dans la situation qui était la leur fin 2007, juste avant le déclenchement de la crise. D'ailleurs, la part de ceux qui sont confiants sur leur budget se relève : la proportion de ceux qui se considèrent à l'aise ou qui considèrent que leur budget est suffisant s'est ainsi établi à 52 % fin 2009 contre 50 % une année auparavant.

Pourtant, l'amélioration ne se fait pas encore ressentir au niveau de l'appréciation que, dans leur ensemble, les ménages portent sur leurs charges de remboursement. Là encore, c'est plutôt la stabilité qui prévaut. Pour autant, rien ne permet de conclure à une

détérioration nouvelle. Fin 2009, 50,5 % des ménages endettés estimaient que leurs charges de remboursement étaient supportables ou très supportables.

2. La persistance de situations contrastées

L'allègement du poids des charges de remboursement a été rendu possible, après les années de moindre recours au crédit, par la décrue des taux d'intérêt et l'amélioration de la situation financière des ménages. Mais il n'a pas bénéficié à tous les ménages dans les mêmes conditions, comme le confirme par exemple l'examen de la sous-population des ménages fragiles.

En général, ce sont ceux qui réalisent une opération immobilière sans faire appel aux crédits de trésorerie qui ont le plus nettement ressenti et bénéficié de cette amélioration.

Le contraste des situations que révèle un examen détaillé de la photographie des ménages détenant des crédits, illustre donc une stabilité des comportements tout à fait remarquable.

- ❖ Les ménages réputés les plus fragiles n'ont pas bénéficié, dans les mêmes conditions que les autres, d'un allègement ressenti et exprimé du poids de leurs charges de remboursement, lorsqu'ils détiennent des crédits.

La sous-population des ménages réputés fragiles représente 4,4 % de l'ensemble des ménages :

- ◆ 18,2 % d'entre eux ne détiennent pas de crédit. Ils représentent alors 1,6 % de l'ensemble des ménages ne détenant pas de crédits ;
- ◆ lorsqu'ils détiennent des crédits, ils représentent 7 % de l'ensemble des ménages concernés. Ce sont alors 67,5 % d'entre eux qui ne détiennent que des crédits à la consommation, 18,7 % disposent de crédits immobiliers et de crédits à la consommation et 13,8 % de crédits immobiliers seulement.

La proportion de ménages fragiles s'est donc établie en 2009 au niveau annuel moyen observé depuis 1997. A cet égard, le niveau atteint en 2007 paraît anormalement élevé : les ménages semblent en effet avoir alors sur réagi à la détérioration de leur situation financière. Cela a été plus particulièrement vrai lorsque les ménages détiennent des crédits : ils ont alors (d'ailleurs) brutalement remis en question leur capacité à supporter leurs engagements dans des projets de dépense importante.

Dès 2008, en revanche, les ménages détenant des crédits ont pris la mesure des difficultés économiques et financières auxquelles ils étaient confrontés. Mais ils ont aussi mesuré qu'au regard des conditions de crédit qu'ils ont pu obtenir par le passé, le poids de leurs charges de remboursement reste dans les limites du supportable pour une large part d'entre eux. Ils ont donc corrigé en conséquence l'appréciation qu'ils portaient sur leurs charges de remboursement.

Même si aucune caractéristique sociodémographique ne permet de définir simplement ces ménages fragiles, certains aspects révèlent une grande fragilité : telle, par exemple, l'insuffisance – voire même l'inexistence – de ressources d'épargne les privant du matelas de sécurité indispensable pour faire face aux choses de la vie. On peut remarquer cependant que

depuis quelques années certaines évolutions transforment la structure de cette sous-population :

- ◆ la part des jeunes ménages (les 34 ans et moins) fléchit régulièrement : elle est passée de 28,3 % en 1997 à 16,6 % en 2009. C'est la proportion des 65 ans et plus qui s'est alors relevée en conséquence, passant de 6,6 % à 16,4 % dans le même temps ;
- ◆ la part des accédants à la propriété a sensiblement reculé, de 31,9 % en 1997 à 19,4 % en 2009 ;
- ◆ et ils sont plus nombreux à avoir déposé un dossier en Commission Neiertz ou auprès d'un juge : 22,2 % en 1997 et 26,7 % en 2009 ;
- ◆ ils sont aussi de plus en plus nombreux à envisager, à l'avenir, un large recours au crédit : en 1997, par exemple, 4,7 % envisageaient de souscrire de nouveaux crédits à la consommation ; ils étaient encore 11,5 % en 2009, dans un contexte général de recul des intentions de recourir aux crédits à la consommation.

Tous ces ménages font très largement appel aux crédits à la consommation (71,5 % des ménages fragiles fin 2009) ou au découvert bancaire (73,4 % des ménages fragiles) pour régler des dépenses de consommation (59,9 % des ménages fragiles), ce que l'insuffisance de leurs revenus courants ne leur permet pas.

Bien sûr, cela ne permet pas de conclure que tous ceux qui utilisent des crédits à la consommation et le découvert bancaire sont des ménages fragiles :

- ◆ traditionnellement, suivant la place du ménage dans son cycle de vie et/ou la nature de ses préférences inter-temporelles, les crédits à la consommation remplissent en effet deux fonctions principales :
 - ⇒ une partie des ménages utilisent des crédits à la consommation pour mieux réaliser un projet ou plus rapidement (voyage, remplacement de la voiture, équipement du logement...). Ces ménages rencontrent habituellement peu de difficultés avec leurs crédits, même si parfois certains connaissent des taux d'effort a priori élevés (c'est le cas des jeunes, célibataires, locataires en milieu urbain) ;
 - ⇒ d'autres, qui accèdent ou ont accédé récemment à la propriété, font appel à ces crédits pour accompagner la réalisation de leur projet immobilier : équipement du logement, mais aussi acquisition ou remplacement d'une voiture devenue nécessaire du fait de leur délocalisation résidentielle ... ;
- ◆ les crédits à la consommation se conçoivent alors pour le ménage dans le cadre d'une stratégie volontaire d'anticipation de revenus futurs. Et sauf erreur d'anticipation ou accidents de la vie, cet usage ne devrait pas conduire le ménage hors des limites du tolérable ou du supportable si on raisonne en termes de taux d'effort.

Mais pour tous ceux qui butent sur une grave insuffisance de ressources (69,6 % des ménages concernés disposent d'un revenu mensuel inférieur à 2 SMIC – respectivement 22,2 % d'un revenu mensuel inférieur au SMIC – contre 48,9 % pour l'ensemble des

ménages – respectivement 7,9 % -) et doivent faire appel aux crédits à la consommation et au découvert bancaire pour financer leurs dépenses incompressibles (santé, vie courante, logement...), le niveau de leurs crédits et le poids des charges échappent à leur contrôle. Ils étaient alors 26,7 % à avoir déposé un dossier en Commission Neiertz ou auprès d'un juge fin 2009 (contre 22,2 % en novembre 1997).

Il est alors remarquable de constater que ces ménages fragiles mobilisent leurs crédits à la consommation auprès des mêmes réseaux et dans les mêmes proportions que les autres ménages.

- ❖ En général, les situations des ménages détenant des crédits se distinguent nettement selon le type de crédits utilisés et la nature des dépenses financées.

On vérifie ainsi (tableaux 5 et 6) qu'à fin 2009, ceux qui ne détenaient que des crédits immobiliers ne sont quasiment pas concernés par ce risque de fragilité :

- ⇒ ils financent un projet préparé à l'avance et font appel au découvert bancaire deux fois moins fréquemment que les autres (22 % contre 45,4 % si dans le même temps ils utilisent des crédits à la consommation) ;
- ⇒ le poids des charges de remboursement leur semble alors supportable ou très supportable (pour 54,8 % d'entre eux contre 42,2 % si dans le même temps ils utilisent des crédits à la consommation), sans dégradation véritable au cours des dernières années ;
- ⇒ sauf s'ils ont commis des erreurs d'anticipation de leurs revenus ou s'ils sont victimes d'accidents de la vie, rien ne devrait perturber la réalisation de leur projet. Ils sont de l'ordre de 2,6 % à être classés dans la sous-population des ménages fragiles, contre 5,7 % pour ceux qui utilisent des crédits immobiliers et des crédits à la consommation et 12 % si on prend les ménages ne détenant que des crédits à la consommation.

A contrario, ceux qui n'utilisent que des crédits à la consommation (39,4 % des ménages détenant des crédits) sont plus exposés aux difficultés comme l'illustre l'appréciation qu'ils portent sur le poids de leurs charges de remboursement ou sur leur budget (tableaux 5 et 6), même s'ils ne sont pas toujours fragiles :

- ⇒ ils sont plus souvent jeunes (moins de 34 ans) ou au contraire avancés dans le cycle de vie (65 ans et plus), modestes ou retraités. Ce sont fréquemment des locataires.
- ⇒ l'usage des crédits à la consommation traduit chez eux un essai d'anticipation et/ou de mobilisation de toutes les ressources nécessaires pour réaliser leurs projets ou prendre en charge des dépenses courantes. Le poids des charges de remboursement est alors d'autant moins bien supporté que des accidents de la vie surviennent.

Ainsi, les évolutions constatées au cours des dernières années sont bien celles d'une faible dégradation de la situation des ménages (poids des charges de remboursement, situation financière, niveau du budget) lorsque ceux-ci détiennent des crédits au seul titre

de l'immobilier ; et dans une moindre mesure lorsqu'ils mobilisent des crédits à la consommation dans le cadre de la réalisation d'un projet immobilier. Mais la situation paraît s'être dégradée de manière notable pour une part non négligeable de ceux qui font appel aux seuls crédits à la consommation (tableau 5). Il est vrai que si 27,4 % des ménages qui ne disposent que de crédits immobiliers ont des revenus mensuels inférieurs à 2 SMIC (respectivement 1,5 % avec moins d'un SMIC), 54,6 % des ménages qui font appel aux seuls crédits à la consommation ont des revenus mensuels inférieurs à 2 SMIC (respectivement 7,4 % avec moins d'un SMIC) : la difficulté ne vient donc pas de l'usage d'une forme particulière de crédit, mais d'une insuffisance des ressources courantes.

3. Les évolutions marquantes

Le relèvement du taux de détention des crédits à la consommation qui s'est observé dans la seconde moitié des années 90 n'a pas concerné toutes les catégories de ménages dans les mêmes conditions. Si le mouvement a été sensible chez les ménages de 65 ans et plus dès 1995, il a été plus tardif chez les plus jeunes : ce n'est qu'au cours de l'année 1998 qu'un recours plus intensif aux crédits à la consommation s'observe chez eux.

Il s'inscrit alors dans une dynamique qui conjugue reprise de la croissance, amélioration de la situation de l'emploi, élargissement de l'offre de crédit..., et s'exprime par une nette évolution de leur situation financière. Une utilisation plus large des crédits à la consommation et du découvert bancaire, constitue donc pour les jeunes ménages le moyen le plus rapide de réaliser des projets de consommation sans que cela ne paraisse soulever des difficultés financières particulières.

❖ Les ménages de moins de 30 ans ont nettement relevé leur recours aux crédits durant les années 2004 et 2005. Ainsi en 2005, 57,8 % des jeunes ménages détenaient des crédits, soit le niveau le plus élevé depuis la fin des années 80. Toutes les formes de crédits ont contribué à cette évolution : avec une remontée particulièrement vive pour les crédits immobiliers (et principalement les "crédits immobiliers seulement") puisque jamais par le passé un taux de diffusion tel celui de l'année 2005 (12,9 % pour les crédits immobiliers seuls) n'avait été constaté.

Entre 2006 et 2008 cependant, le taux global de détention des crédits par les moins de 30 ans s'est tassé, pour retrouver un niveau comparable à celui de 2004 (54,8 % fin 2008, contre 57,8 % trois ans plus tôt). Cette évolution s'est accompagnée du maintien à haut niveau de la diffusion de l'accession à la propriété : 19,2 % des moins de 30 ans étaient dans cette situation en 2008 (contre 13,2 % en 2001), soit un des points les plus hauts constatés depuis 1989. En outre, les jeunes ménages faisaient alors plus largement appel au découvert bancaire que par le passé.

Dans un contexte de recul de la diffusion des crédits parmi les ménages, les moins de 30 ans se sont singularisés en 2009. Alors que leur taux de détention des crédits à la consommation reculait comme pour la plupart des ménages, les moins de 30 ans ont intensifié le recours aux crédits immobiliers. Ce sont ainsi 21,2 % d'entre eux qui accèdent désormais à la propriété, soit la proportion la plus élevée que l'Observatoire a eu à connaître depuis la fin des années 80.

Cependant en 2009, ce sont encore 37,2 % des moins de 30 ans qui utilisent des crédits de trésorerie, contre 24 % pour les 55 ans et plus et 31,7 % pour l'ensemble de la population. Et 42,8 % font appel au découvert bancaire contre, respectivement, 13,4 % et 25,1 %.

Lorsque les jeunes ménages utilisent des crédits à la consommation, c'est pour une majorité d'entre eux dans le but de financer l'achat d'une automobile ou d'une moto (75% d'entre eux contre 58 % pour l'ensemble des ménages). Equiper la maison ou financer des loisirs sont des utilisations également répandues chez tous les ménages (24,8% d'entre eux contre 23,4 % pour l'ensemble des ménages) ... Les jeunes sont cependant un peu moins nombreux à recourir aux crédits à la consommation pour leur consommation courante ou une facture exceptionnelle que l'ensemble des ménages (19 % d'entre eux contre 19,8 % pour l'ensemble des ménages).

Dans l'ensemble, les jeunes utilisent maintenant les crédits à peu près comme les autres et ils apprécient le poids de leurs charges de remboursement à peu près dans les mêmes conditions que l'ensemble des ménages : 15,4 % considèrent que ce poids est trop ou beaucoup trop élevé contre 15,6 % ; et 46,5 % estiment que ce poids est supportable ou très supportable contre 50,5 %.

Une analyse plus détaillée montre alors que lorsque les jeunes ménages n'utilisent que des crédits immobiliers, leur situation n'est guère tendue : une proportion relativement faible d'entre eux (10,4 %) estime que les charges sont trop élevées et 3,4 % déclarent que c'est difficile ou que les dettes sont nécessaires pour boucler les fins de mois (contre 10,5 % lorsqu'ils ne disposent d'aucun crédit et 11,7 % pour l'ensemble des jeunes).

La situation paraît évidemment plus tendue lorsqu'ils utilisent des crédits à la consommation: ils sont 19,5 % à estimer leurs charges comme trop ou beaucoup trop élevées lorsqu'ils n'utilisent que des crédits à la consommation et 11,9 % dans ce cas lorsqu'ils utilisent des crédits immobiliers et des crédits à la consommation. Ainsi, leur situation est plus difficile : 68,2 % de ceux qui n'ont que des crédits à la consommation recourent au découvert bancaire et 19,5 % considèrent que c'est difficile ou que les dettes sont nécessaires ; les proportions sont respectivement de 53 % et de 7,3 % lorsque les jeunes utilisent des crédits à la consommation et des crédits immobiliers.

Ces différences s'expliquent aisément lorsqu'on observe les niveaux des revenus de ces jeunes ménages : 29,7 % des moins de 30 ans qui ne disposent que de crédits immobiliers ont des revenus mensuels inférieurs à 2 SMIC (respectivement 2,2 % avec moins d'un SMIC) alors que 62,8 % des moins de 30 ans qui ne font appel qu'aux seuls crédits à la consommation ont des revenus mensuels inférieurs à 2 SMIC (respectivement 15,1 % avec moins d'un SMIC).

Pour autant, les jeunes ne sont guère plus fragiles que les autres ménages. D'ailleurs, leur part dans la population des ménages fragiles est à l'image de celle qui est la leur parmi les ménages qui disposent de crédits.

- ❖ La montée de l'usage des crédits à la consommation par les ménages de 65 ans et plus constatée par le passé paraît tenir à deux causes principales :

- ⇒ une habitude plus répandue pour beaucoup du financement des biens d'équipement de la maison et des automobiles, pour eux-mêmes ou

pour d'autres (enfants et petits enfants). Ceci exprimant sans aucun doute un effet de génération mais aussi, pour une bonne part d'entre eux, une capacité nouvelle de réalisation de projets que leur situation financière leur permet de nourrir ;

- ⇒ une pratique qui se répand pour d'autres, celle du recours aux crédits de trésorerie pour pallier les insuffisances de leur budget habituel. Et à cet égard, la montée de la part des 65 ans et plus ou des retraités parmi les ménages réputés fragiles est remarquable.

La remontée de l'usage du crédit qui s'observe alors dès 2005 chez les 65 ans et plus s'est confirmée en 2008. Ainsi, fin 2008, 25,7 % de ces ménages disposaient de crédits : plus précisément, 20,7 % détenaient des crédits à la consommation contre 17,2 % en 2003. Mais en 2009, ces ménages ont réduit leur recours aux crédits : 23,7 % en disposaient, le repli concernant autant les crédits immobiliers que les crédits à la consommation.

Lorsqu'ils utilisent des crédits à la consommation, c'est moins souvent que les autres ménages pour acquérir une automobile ou une moto (dans 46,7 % des cas pour les 65 à 69 ans et seulement 28,5 % des cas pour les 75 ans et plus, contre 58 % pour l'ensemble des ménages) ; mais c'est plus fréquemment que les autres ménages pour faire face à une dépense de la vie courante (dans 24,5 % des cas pour les 70 à 74 ans et même 34,5 % des cas pour les 75 ans et plus, contre 19,8 % pour l'ensemble des ménages).

Depuis le milieu des années 90 et singulièrement depuis le milieu des années 2000, le renforcement des difficultés rencontrées pour ces ménages est notable. Leur usage des crédits à la consommation est en effet fréquent pour supporter des dépenses de la vie courante. Surtout si comme cela est le cas pour les 65 ans et plus, une proportion importante (plus importante que chez les autres classes d'âge) des ménages estiment avoir connu une dégradation de leur situation financière (dans 49 % des cas pour les 65 à 69 ans, 47,4 % des cas pour les 70 à 74 ans et 49,5 % des cas pour les 75 ans et plus, contre 42,6 % pour l'ensemble des ménages).

Dans l'ensemble, ils sont cependant proportionnellement un peu plus nombreux que les autres ménages à estimer que le poids des charges est supportable ou très supportable (dans 54,6 % des cas pour les 65 à 69 ans et 54,9 % des cas pour les 75 ans et plus, contre 50,5 % pour l'ensemble des ménages) et au contraire, proportionnellement un peu moins nombreux à considérer que c'est difficile ou que les dettes sont nécessaires pour boucler les fins de mois (dans 13,6 % des cas pour les 65 à 69 ans et 10,7 % des cas pour les 75 ans et plus, contre 13,4 % pour l'ensemble des ménages) .

CONCLUSION

La photographie que révèle l'Observatoire des Crédits aux Ménages en novembre 2009 confirme quelques conclusions principales qui se dessinent depuis plusieurs années :

- Le relèvement du taux de détention des crédits par les ménages observé entre 1995 et 2001 avait permis de retrouver la situation de 1989 : 52,9 % des ménages avaient un crédit. Cette évolution avait été rendue possible par un élargissement dans la diffusion

des crédits à la consommation, alors que le taux de détention des crédits immobiliers (et notamment ceux destinés à l'accession à la propriété) reculait.

- De 2001 à 2008, le taux de détention s'est maintenu au-dessus de 50 %, au-delà des fluctuations constatées d'une année sur l'autre. Il était ainsi de 52,6 % en 2008, s'établissant d'ailleurs à un des niveaux les plus élevés que l'Observatoire avait eu à connaître depuis sa création. Cette situation s'expliquant alors par le redressement intervenu dès 2004 de la diffusion des crédits immobiliers (autant en raison d'une plus large détention des crédits pour les travaux ou l'investissement immobilier, qu'en réponse à une reprise soutenue de l'accession à la propriété) et par le maintien d'un large usage des crédits à la consommation (en moyenne, plus d'un tiers des ménages disposaient, durant ces années, d'un crédit à la consommation).
- Si le déclenchement de la crise financière et économique internationale n'avait donc pas encore eu d'impact sur la diffusion des crédits en 2008, il n'en a pas été de même en 2009. Le recul du taux de détention constaté a en effet ramené à 50,8 % la part des ménages avec un crédit : sous l'effet du recul tant des crédits immobiliers (dont ceux destinés à l'accession à la propriété et au financement des travaux) que des crédits à la consommation. Mais c'est surtout le repli de ces derniers qui explique l'évolution constatée en 2009. Le taux de détention des crédits à la consommation est redescendu au niveau qui était le sien en 1997, la part la plus importante de l'évolution étant portée par le recul dans la diffusion des « cartes » de magasin.
- Dans le même temps, la diffusion du découvert bancaire a de nouveau progressé : 25,1% des ménages y font appel en 2009, contre 24,6 % en 2008 et 22,8 % en 2002 (respectivement 36,5 %, 34,7 % et 34,6 % si on se limite aux seuls ménages endettés). Cela illustre la fragilisation d'une partie des ménages sous l'effet de la dégradation de leur environnement : ils mobilisent alors toutes les facilités de paiement pour faire face aux dépenses de la vie courante, d'autant que l'usage des « cartes » de magasin a reculé en 2009. Mais c'est aussi le résultat de la diffusion des habitudes de consommation nouvelles parmi les ménages : même en période de crise, pour une grande partie d'entre eux, le recours aux facilités de paiement constitue une pratique normale et habituelle. Même pour les ménages qui ne disposent pas de crédit bancaire.
- Lorsqu'en 2008, les ménages avaient pleinement intégré les conséquences que la crise financière et économique internationale allait faire peser sur eux, ils avaient nettement révisé à la baisse leurs projets d'endettement : ainsi en 2008, 4,8 % des ménages déclaraient avoir l'intention de souscrire un crédit immobilier dans les six premiers mois de 2009 (soit le niveau observé en 1997, lorsque encore marqués par la crise immobilière qui s'achevait, ces candidats au crédit immobilier affichaient de la prudence), contre une proportion de 5,8 % à l'enquête de fin 2007 (et 4,9 % pour celle de fin 2006). Les intentions concernant la souscription de nouveaux crédits à la consommation avaient alors aussi été revues à la baisse : 4,6 % en 2008, contre 5,1% en 2007 (et 4,5 % en 2006).
- **Pour une part importante des ménages, leur situation budgétaire et financière semble désormais stabilisée.** Même si, comme les enquêtes de conjoncture de l'INSEE auprès des ménages le confirment, ils estiment que la montée du chômage est encore à venir, la dégradation de leur situation financière est enrayée. Fin 2009, 43,3% des ménages estimaient que durant les derniers mois cette situation s'était détériorée, contre 48,7 % fin 2008 ; alors que 45,3 % la considéraient comme stabilisée, contre 39,4 % fin 2008. A cet égard, les ménages se retrouvent à peu près dans la situation qui était la leur fin 2007, juste avant le déclenchement de la crise. D'ailleurs, la part de ceux qui estiment que, compte tenu de leur budget, c'est difficile ou que les dettes sont

nécessaires s'est établie à 15 % fin 2009, contre 16 % fin 2008 et 15 % fin 2007 : et le sentiment de l'amélioration paraît de plus en plus répandu à cet égard.

- **Mais les ménages restent prudents.** Leurs intentions concernant la souscription de nouveaux crédits à la consommation reculent encore : 4,4 % fin 2009, contre 4,6 % fin 2008. Ils ne paraissent donc pas, à cet égard, encore totalement rassurés sur les perspectives économiques de ces prochains mois.
- **En revanche, les améliorations régulières des conditions de détention de crédit immobilier** (niveau des taux, durées des prêts accordés, ...) et le dynamisme de l'offre de crédit qui ne s'est pas démenti depuis le printemps 2009 les ont convaincus : 5,6 % des ménages déclarent avoir l'intention de souscrire un crédit immobilier dans les six premiers mois de 2010, contre 4,8 % fin 2008. Le redressement est remarquable, laissant présager un relèvement d'activité sensible sur les marchés immobiliers à usage d'habitation en 2010.
- Pour autant l'amélioration ne se fait pas encore ressentir au niveau de l'appréciation que, dans leur ensemble, les ménages portent sur leurs charges de remboursement : c'est plutôt la stabilité qui prévaut à cet égard. Mais rien ne permet de conclure à une détérioration nouvelle : d'ailleurs, fin 2009, 50,5 % des ménages endettés estimaient que leurs charges de remboursement étaient supportables ou très supportables.

Au-delà des évolutions qui se dessinent, plus ou moins lentement au rythme des transformations de l'environnement des ménages, la conclusion qui se dégage de plusieurs années d'observation des pratiques de recours au crédit et des situations rencontrées n'est cependant pas celle d'une dégradation générale. Pour la plupart d'entre eux, et cela peut sans doute paraître paradoxal, les ménages détenant des crédits vivent mieux leur rapport au crédit aujourd'hui qu'il y a six ou même douze ans.

Le poids ressenti et exprimé des charges de remboursement reste par exemple supportable pour une majorité d'entre eux. Et le recours intensif aux différentes formules qui s'offrent à eux paraît beaucoup moins fréquent qu'au milieu des années 90, encore. Le recours au crédit est bien avant tout un élément décisif de réalisation des projets, tant immobiliers que de consommation.

Et dans l'ensemble, les ménages ne rencontrent pas de difficultés particulières du fait de leur pratique du recours au crédit. Les évolutions récemment observées montrent en revanche que la détérioration du rapport au crédit des ménages s'explique essentiellement par la dégradation de leur environnement économique et financier.

ANNEXES

Tableaux

- ✓ Tableau 1 : La diffusion de crédit parmi les ménages
- ✓ Tableau 2 : L'encours des crédits détenus par les ménages
- ✓ Tableau 3 : Les appréciations sur le poids des charges de remboursement et sur la situation financière passée
- ✓ Tableau 4 : Les ménages fragiles
- ✓ Tableau 5 : L'évolution de l'appréciation sur le poids des charges de remboursement
- ✓ Tableau 6 : L'appréciation sur le budget du ménage
- ✓ Tableau 7 : Le taux de détention des crédits par les moins de 30 ans
- ✓ Tableau 8 : Le taux de détention des crédits par les 55 à 64 ans
- ✓ Tableau 8 bis : Le taux de détention des crédits par les 65 ans et plus
- ✓ Tableau 9 : La situation des ménages par tranche d'âge en novembre 2009

Graphiques

- ✓ Graphique 1 : Les taux des crédits immobiliers aux particuliers (source : modèle FANIE)
- ✓ Graphique 2 : La durée des crédits immobiliers aux particuliers (source modèle FANIE)
- ✓ Graphique 3 : La production de crédits immobiliers aux particuliers après correction des renégociations (source : modèle FANIE)
- ✓ Graphique 4 : Les ratios représentatifs des contraintes financières nées des crédits immobiliers aux ménages. (Sources : Observatoire des crédits aux ménages et modèle FANIE)

TABEAU 1 : LA DIFFUSION DES CREDITS PARMIS LES MENAGES

En novembre de chaque année

<i>Taux de détention des crédits par les ménages (en %)</i>	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Ensemble des ménages avec crédits	52,8	50,9	51,6	50,9	50,3	50,0	49,1	49,8	50,2	50,7	50,4	51,8	52,9	51,3	49,7	50,2	52,6	50,9	52,0	52,6	50,8
dont ménages ne détenant...																					
... que des crédits immobiliers	20,7	22,6	21,0	21,6	21,1	21,0	21,8	20,8	18,4	18,1	18,3	17,3	17,5	17,2	16,5	17,2	18,1	18,3	18,8	18,8	19,1
...des crédits immobiliers et des crédits à la consommation	12,9	11,1	11,5	11,2	11,4	11,1	10,1	11,0	11,4	11,2	10,7	11,3	11,6	12,0	12,0	11,9	12,4	11,9	11,8	12,5	11,7
... que des crédits à la consommation	19,2	17,2	19,1	18,1	17,8	17,9	17,2	18,0	20,4	21,4	21,4	23,2	23,8	22,1	21,2	21,1	22,1	20,7	21,4	21,3	20,0
dont accédants à la propriété	24,3	24,4	24,3	24,2	24,5	24,1	24,2	23,5	23,3	22,7	22,2	22,6	22,3	22,4	21,8	22,4	22,9	22,9	23,0	23,5	23,2
Fréquence d'utilisation du découvert bancaire	22,0	22,6	23,1	22,3	21,5	21,7	20,4	22,3	23,2	22,7	24,3	23,8	24,1	22,8	23,4	24,5	24,4	24,4	24,1	24,6	25,1
Part des ménages avec crédits qui envisagent la souscription																					
... à un crédit immobilier	5,2	4,4	4,2	4,3	4,6	4,0	4,3	4,5	4,2	5,0	5,2	5,3	5,6	5,5	5,9	6,0	6,6	5,0	5,8	4,9	5,7
... à un crédit à la consommation	7,4	7,5	7,4	7,9	6,4	6,2	4,8	5,2	5,3	5,3	7,5	7,3	7,4	6,9	6,1	6,5	7,2	6,5	7,5	6,4	6,1

Source : Observatoire des Crédits aux Ménages

TABEAU 2 : L'ENCOURS DES CREDITS DETENUS PAR LES MENAGES

Encours en fin d'année	En milliards d'euros			En % du revenu disponible		
	Crédits immobiliers	Crédits à la consommation	Ensemble des crédits	Crédits immobiliers	Crédits à la consommation	Ensemble des crédits
1989	206,2	56,3	262,5	33,0	9,0	41,9
1990	221,0	60,0	281,0	33,2	9,0	42,3
1991	229,4	58,1	287,5	32,9	8,3	41,2
1992	234,2	57,6	291,8	32,3	7,9	40,2
1993	237,4	58,4	295,8	31,9	7,9	39,8
1994	241,5	60,2	301,7	31,9	8,0	39,9
1995	242,5	63,8	306,3	30,8	8,1	38,9
1996	249,1	69,3	318,4	31,0	8,6	39,6
1997	256,3	74,9	331,2	31,2	9,1	40,3
1998	262,4	80,8	343,2	30,8	9,5	40,3
1999	282,2	90,7	372,9	32,3	10,4	42,7
2000	301,9	97,8	399,7	32,7	10,6	43,3
2001	321,1	103,0	424,1	33,1	10,6	43,7
2002	346,8	105,8	452,6	34,2	10,4	44,6
2003	381,3	111,0	492,3	36,6	10,6	47,2
2004	433,5	115,8	549,3	39,8	10,6	50,4
2005	498,3	124,8	623,1	44,3	11,1	55,3
2006	572,6	131,3	703,9	48,5	11,1	59,6
2007	646,5	137,5	784,0	52,1	11,1	63,2
2008	700,2	141,7	841,9	54,6	11,0	65,6
2009	726,7	146,1	872,8	55,5	11,2	66,7

Source : Observatoire des Crédits aux Ménages (d'après la Banque de France et le modèle FANIE)

TABLEAU 3 : APPRECIATIONS SUR LE POIDS DES CHARGES DE REMBOURSEMENT ET SUR LA SITUATION FINANCIERE PASSEE

En novembre de chaque année

<i>En % de l'ensemble des ménages avec crédits</i>	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Poids des charges de remboursement...																					
... supportable ou très supportable	57,9	55,4	55,1	54,2	54,3	56,3	51,4	54,2	55,9	57,7	57,8	58,4	59,1	58,3	57,5	55,0	51,4	52,9	48,8	50,9	50,5
... élevé mais supportable ou trop élevé	38,8	41,0	40,7	41,3	40,8	38,8	43,6	41,6	39,1	38,4	37,4	37,7	37,0	37,9	38,3	40,6	44,3	42,6	45,0	44,2	44,6
... beaucoup trop élevé	3,3	3,6	4,2	4,5	4,9	4,7	5,0	4,2	5,0	3,9	4,8	3,9	3,9	3,8	4,2	4,4	4,3	4,5	6,2	4,9	4,9
La situation financière s'est récemment...																					
... améliorée	20,2	18,7	15,8	15,2	12,5	13,8	13,2	12,6	14,2	17,1	17,4	21,5	20,0	19,5	17,4	16,2	16,9	15,7	14,8	11,9	11,4
... stabilisée	49,7	49,7	49,0	46,5	42,8	50,0	47,2	44,4	49,7	52,5	54,2	51,3	52,9	50,8	47,6	49,2	46,3	51,4	44,7	39,4	45,3
... dégradée	30,1	31,6	35,2	38,3	44,7	36,2	39,6	43,0	36,1	30,5	28,4	27,3	27,1	29,7	35,0	34,6	36,8	32,8	40,5	48,7	43,3

Source : Observatoire des Crédits aux Ménages

TABLEAU 4 : LES MENAGES FRAGILES

En novembre de chaque année

Observatoire des Crédits aux Ménages	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Part des ménages fragiles* dans l'ensemble des ménages	4,3	3,9	4,0	3,7	3,8	4,1	4,1	4,3	3,8	4,4	5,1	4,2	4,4
1) parmi les seuls ménages avec crédits	7,5	6,6	6,9	6,2	6,2	6,3	6,5	6,9	6,3	6,8	8,2	6,6	7,0
2) parmi les seuls ménages sans crédit	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,7	1,7	1,7	1,0	1,9	1,7	1,5	1,6

*Un ménage est réputé fragile s'il remplit au moins une des trois conditions suivantes :

- avoir déposé un dossier en commission Neiertz auprès d'un juge,
- estimer que les charges de remboursement des emprunts sont beaucoup trop élevées,
- considérer que les dettes sont nécessaires.

En novembre 2009 (plusieurs caractéristiques possibles)	Un dossier en commission Neiertz	Des charges beaucoup trop élevées	Les dettes sont nécessaires	Ensemble
Ensemble des ménages fragiles	27,3	54,5	38,6	100
1) dont non ménages sans crédit	56,3	-	50,0	100
2) dont ménages avec crédits	21,4	67,1	37,1	100

Source : Observatoire des Crédits aux Ménages

TABLEAU 5 : L'EVOLUTION DE L'APPRECIATION SUR LE POIDS DES CHARGES DE REMBOURSEMENT

En novembre de chaque année

<i>Type de crédits détenus</i>	Crédits immobiliers seulement					Crédits immobiliers et crédits à la consommation					Crédits à la consommation seulement					Ensemble des ménages avec crédits				
	1989	1994	1999	2004	2009	1989	1994	1999	2004	2009	1989	1994	1999	2004	2009	1989	1994	1999	2004	2009
Poids des charges	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
... supportable ou très supportable	56,3	61,6	65,7	62,4	54,8	40,6	40,8	42,8	41,8	42,2	61,1	60,1	59,0	56,3	51,1	57,9	56,3	57,8	55,0	50,5
... élevé mais supportable ou trop élevé	40,4	35,2	32,7	35,8	43,1	53,9	52,0	51,2	52,9	53,7	35,5	34,5	34,0	37,6	40,5	38,8	38,8	37,4	40,6	44,6
... beaucoup trop élevé	3,3	3,2	1,6	1,8	2,1	5,5	7,2	6,0	5,3	4,1	3,4	5,0	7,0	6,1	8,4	3,3	4,7	4,8	4,4	4,9

Source : Observatoire des Crédits aux Ménages

TABLEAU 6 : L'APPRECIATION SUR LE BUDGET DU MENAGE

<i>Observatoire des Crédits des Ménages en novembre 2009</i>	Crédits immobiliers seulement	Crédits immobiliers et crédits à la consommation	Crédits à la consommation seulement	Ensemble des ménages avec crédits
Appréciation sur le budget :	100	100	100	100
... à l'aise	21,2	14,0	9,5	14,9
... suffisant ou juste suffisant	71,5	72,8	67,1	70,1
... c'est difficile ou les dettes sont nécessaires	7,4	13,2	23,4	15,0
Fréquence d'utilisation du découvert bancaire	22,0	45,4	45,3	36,5

Source : Observatoire des Crédits aux Ménages

TABLEAU 7 : LE TAUX DE DETENTION DES CREDITS PAR LES MOINS DE 30 ANS

<i>TAUX DE DETENTION (en %)</i>	Crédits immobiliers seulement	Crédits immobiliers et crédits à la consommation	Crédits à la consommation seulement	Au moins un crédit	Accession à la propriété
Décembre 1989	10,5	9,2	41,7	61,4	15,8
Novembre 1990	11,0	8,9	40,3	60,2	15,9
Novembre 1991	9,8	7,7	39,7	57,2	14,0
Novembre 1992	9,6	7,1	38,5	55,2	13,4
Novembre 1993	9,4	6,5	37,4	53,3	12,5
Novembre 1994	8,8	6,6	33,6	49,0	11,7
Novembre 1995	8,4	5,5	34,7	48,6	11,8
Novembre 1996	8,7	5,9	34,6	49,2	11,4
Novembre 1997	8,8	5,8	33,7	48,3	12,0
Novembre 1998	8,6	6,2	36,1	50,9	12,3
Novembre 1999	8,5	6,5	38,5	53,5	12,6
Novembre 2000	8,4	7,4	40,0	55,8	13,7
Novembre 2001	8,7	7,0	36,9	52,6	13,2
Novembre 2002	9,7	7,6	33,3	50,6	13,3
Novembre 2003	9,8	5,8	33,4	51,0	14,0
Novembre 2004	12,9	8,5	34,3	55,7	16,9
Novembre 2005	12,9	11,9	33,0	57,8	16,8
Novembre 2006	14,0	8,4	32,0	54,4	17,8
Novembre 2007	15,3	8,4	28,7	52,4	20,0
Novembre 2008	15,0	7,9	31,9	54,8	19,2
Novembre 2009	17,9	6,9	30,3	55,1	21,2

Source : Observatoire des Crédits aux Ménages

TABLEAU 8 : LE TAUX DE DETENTION DES CREDITS PAR LES 55 A 64 ANS

<i>TAUX DE DETENTION (en %)</i>	Crédits immobiliers seulement	Crédits immobiliers et crédits à la consommation	Crédits à la consommation seulement	Au moins un crédit	Accession à la propriété
Décembre 1989	21,4	8,9	12,7	43,0	18,0
Novembre 1990	22,7	6,2	11,7	40,6	18,1
Novembre 1991	21,7	7,9	12,6	42,2	18,0
Novembre 1992	21,9	8,1	13,4	43,4	17,9
Novembre 1993	22,0	8,3	13,7	43,9	18,2
Novembre 1994	22,8	8,9	14,1	45,8	19,2
Novembre 1995	22,6	9,7	11,9	44,2	21,3
Novembre 1996	19,2	9,9	14,6	43,7	18,0
Novembre 1997	17,7	10,0	17,4	45,1	16,9
Novembre 1998	17,6	10,2	16,4	44,2	16,2
Novembre 1999	18,9	9,5	17,1	45,5	16,1
Novembre 2000	17,1	10,2	20,6	47,9	15,5
Novembre 2001	17,1	9,2	22,9	49,2	14,7
Novembre 2002	17,1	9,1	20,3	46,5	15,6
Novembre 2003	16,3	9,1	20,8	46,2	13,9
Novembre 2004	15,5	9,7	21,4	46,6	13,8
Novembre 2005	16,5	9,3	22,2	48,0	12,9
Novembre 2006	15,0	9,0	20,9	44,9	11,6
Novembre 2007	14,5	9,0	20,2	43,7	11,2
Novembre 2008	14,9	8,4	20,6	43,9	10,8
Novembre 2009	13,2	10,4	22,2	45,8	11,0

Source : Observatoire des Crédits aux Ménages

TABLEAU 8 bis : LE TAUX DE DETENTION DES CREDITS PAR LES 65 ANS ET PLUS

<i>TAUX DE DETENTION (en %)</i>	Crédits immobiliers seulement	Crédits immobiliers et crédits à la consommation	Crédits à la consommation seulement	Au moins un crédit	Accession à la propriété
Décembre 1989	8,0	1,6	6,3	15,9	4,9
Novembre 1990	9,0	1,6	5,4	16,0	5,0
Novembre 1991	7,9	1,9	7,7	17,5	4,9
Novembre 1992	7,7	2,1	8,1	17,9	4,8
Novembre 1993	7,6	2,3	8,3	18,2	5,1
Novembre 1994	7,0	2,9	9,6	19,5	4,7
Novembre 1995	8,8	2,9	8,1	19,8	5,8
Novembre 1996	7,8	2,6	8,9	19,3	4,6
Novembre 1997	6,0	2,5	12,3	20,8	4,2
Novembre 1998	5,7	2,4	14,2	22,3	3,9
Novembre 1999	6,0	2,7	14,5	23,2	3,9
Novembre 2000	4,8	2,7	15,9	23,4	3,9
Novembre 2001	5,6	2,8	14,9	23,3	3,6
Novembre 2002	5,3	2,9	16,1	24,3	3,8
Novembre 2003	5,0	3,2	14,1	22,3	3,9
Novembre 2004	4,5	3,0	14,2	22,3	3,1
Novembre 2005	4,5	3,0	17,1	24,6	3,2
Novembre 2006	4,6	2,5	15,2	22,3	2,6
Novembre 2007	4,6	3,6	17,5	25,7	3,2
Novembre 2008	5,0	4,4	16,3	25,7	3,9
Novembre 2009	5,2	3,3	15,2	23,7	3,4

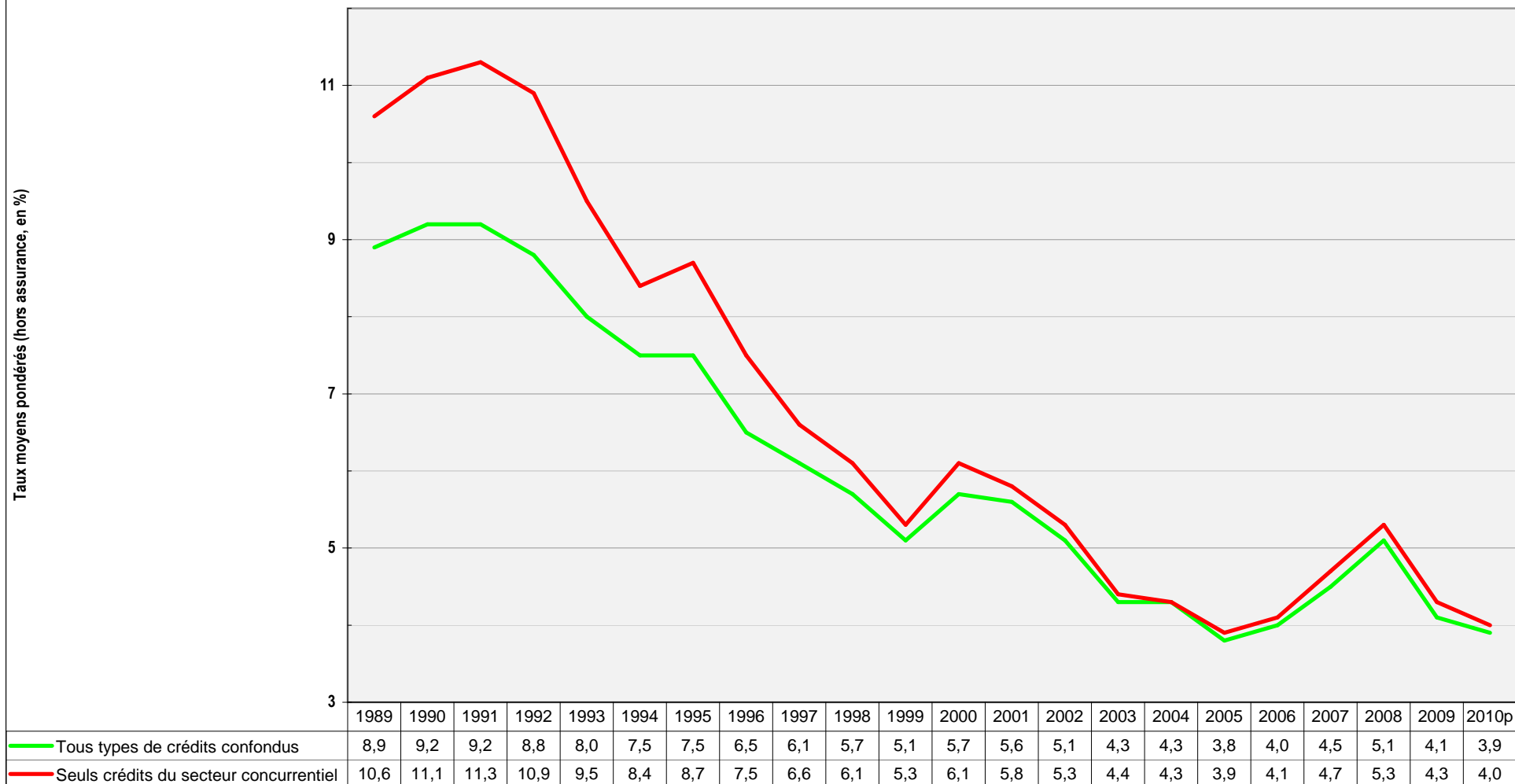
Source : Observatoire des Crédits aux Ménages

TABLEAU 9 : LA SITUATION DES MENAGES PAR TRANCHE D'AGE EN NOVEMBRE 2009

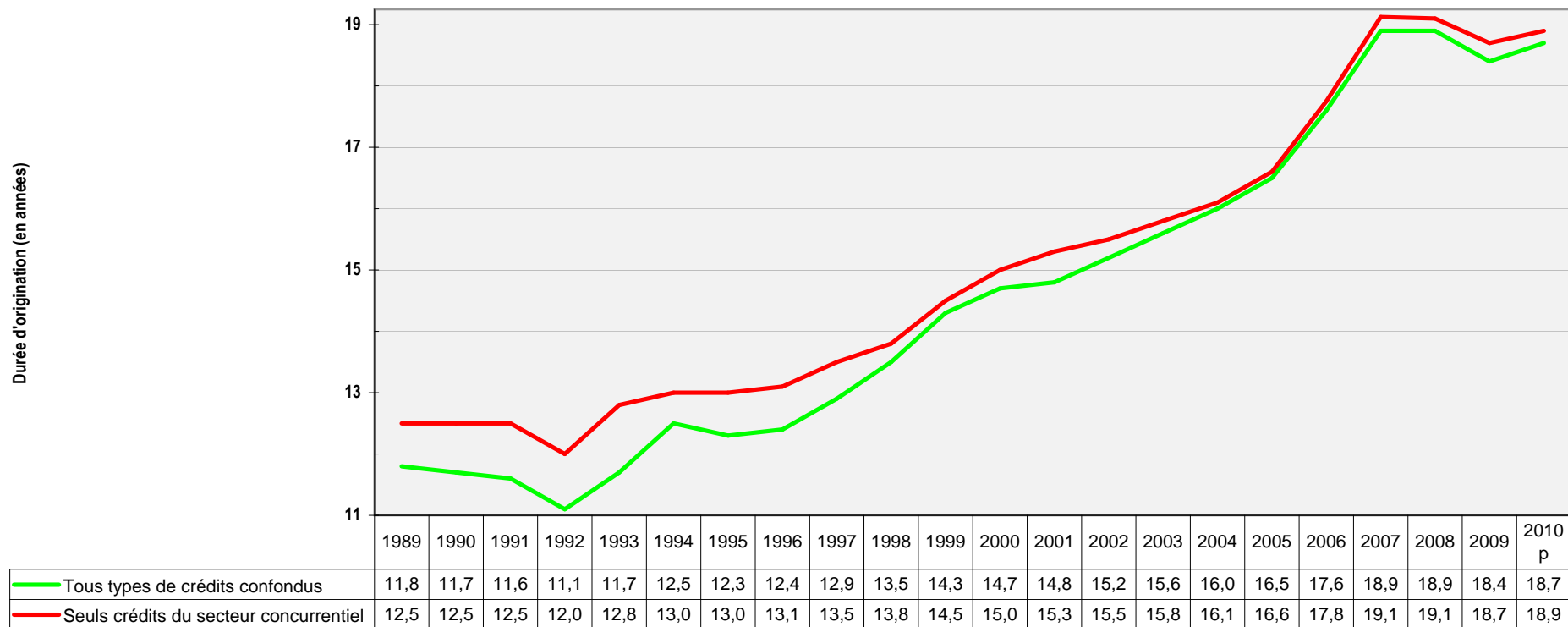
<i>Univers concerné (en %)</i>	Moins de 30 ans	de 55 à 64 ans	65 ans et plus	Ensemble des ménages
Part dans l'ensemble des ménages	8,0	17,5	27,8	100
Part de ceux qui...				
... utilisent le découvert bancaire	42,8	20,1	9,1	25,1
... n'utilisent aucun crédit	44,9	54,2	76,3	49,2
...utilisent des crédits à la consommation	37,2	32,6	18,5	31,7
... ont des charges trop ou beaucoup trop élevées	15,4	14,0	16,9	15,6
... ont des charges supportables ou très supportables	46,5	55,0	54,2	50,4
... considèrent que c'est difficile ou que les dettes sont nécessaires	11,7	13,8	10,9	13,4
... connaissent une situation financière dégradée	31,5	45,2	48,8	42,6

Source : Observatoire des Crédits aux Ménages

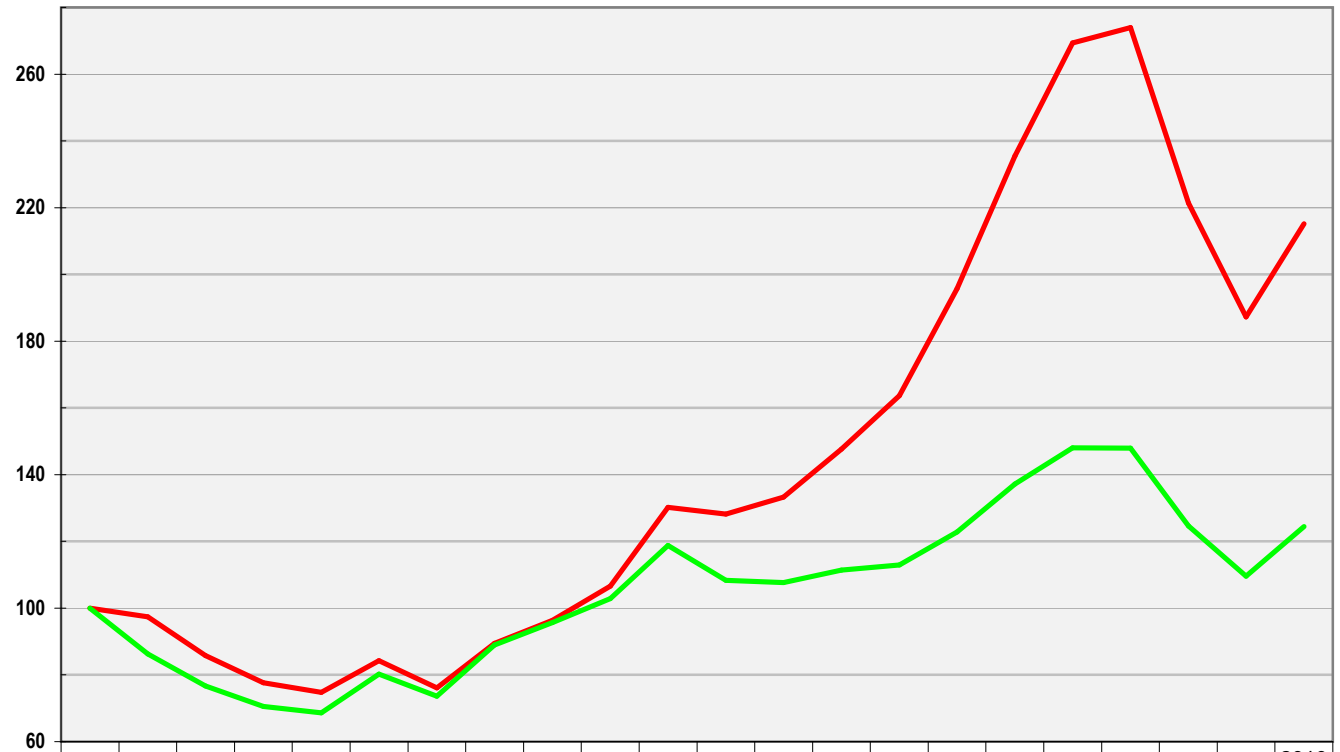
Graphique 1 : Les taux des crédits immobiliers aux particuliers (source : modèle FANIE)



Graphique 2 : La durée des crédits immobiliers aux particuliers (source : modèle FANIE)



**Graphique 3 : La production de crédits immobiliers aux particuliers
après correction des renégociations (source : modèle FANIE)**



	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 p
— Crédits versés aux ménages (en volume après correction de l'inflation, base 100 en 1989)	100,0	97,4	85,8	77,6	74,8	84,3	76,1	89,4	96,3	106,6	130,2	128,2	133,3	147,7	163,7	195,7	235,5	269,4	274,0	221,4	187,3	215,2
— Crédits versés aux ménages (en volume après correction de l'effet "prix immobiliers", base 100 en 1989)	100,0	86,3	76,7	70,6	68,7	80,2	73,7	89,0	95,7	102,9	118,8	108,3	107,7	111,4	112,9	122,8	137,2	148,0	148,0	124,6	109,6	124,5

Graphique 4 : Les ratios représentatifs des contraintes financières nées des crédits immobiliers aux ménages (sources : Observatoire des Crédits aux Ménages et modèle FANIE)

